

1127 03/18  
64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

	R0	B3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	mmB
H.D.	D.H.D.	INFO.	TRADE	AGRI.	LEGAL	FIN & DEV.	SCI & ENE.	SUP. AG.	ADM.	C.F.	30	

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.  
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON  
REF: 17:25 18-03-83 000160753 - 000163204

TLX NR 48244-SG/BERL 11/50

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 119 DU 18.03.83 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

PREPARATION DU CONSEIL EUROPEEN

LA COMMISSION A FINALISE ET TRANSMIS AUX ETATS MEMBRES L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS QUI ETAIENT ATTENDUS D'ELLE EN VUE DE LA REUNION DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT QUI SE TIENDRA A BRUXELLES LUNDI ET MARDI PROCHAINS :

- COMMUNICATION SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE ET SUR LA PENURIE D'EMPLOIS,
- DOCUMENT SUR LA STRATEGIE INDUSTRIELLE,
- COMMUNICATION SUR LE MARCHE INTERIEUR QUI VIENDRA APPUYER LE RAPPORT DE LA PRESIDENCE SUR LES PROGRES REALISES DANS LE CADRE DU "MANDAT DE COPENHAGUE".

A CE DERNIER TITRE, LE PRESIDENT THORN FERA UNE COMMUNICATION SUR LES PROBLEMES FONDAMENTALEMENT POLITIQUE RENCONTRES, PAR LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE DANS L'EXERCICE D'ADAPTATION DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE POUR LA POURSUITE DES NEGOCIATIONS D'ELARGISSEMENT.

LE SECRETARIAT GENERAL A PRIS LES DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE LE TEXTE DES EXTRAITS DES CONCLUSIONS DE LA PRESIDENCE SUR LE CONSEIL EUROPEEN PARVIENNE DIRECTEMENT PAR TELEX A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS ET BUREAUX EXTERIEURS PARTICULIEREMENT CONCERNES PAR CES CONCLUSIONS.

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL "AGRICULTURE" ET RESOLUTION PARLEMENT

RESOLUTION PARLEMENT :

LE PARLEMENT A ADOPTE LA SEMAINE DERNIERE UNE RESOLUTION SUR LES PRIX AGRICOLES ET MESURES CONNEXES. IL SE PRONONCE POUR UNE HAUSSE MOYENNE DES PRIX DE PLUS 7 0/0, LA SUPPRESSION TOTALE DES MONTANTS COMPENSATOIRES MONETAIRES NEGATIFS ET UNE DIMINUTION RAPIDE DES MCM POSITIFS ET SE REFUSE A L'AUGMENTATION DES TAXES DE CORRESPONSABILITE SUR LE LAIT. IL S'OPPOSE ENFIN A L'ALIGNEMENT DU PRIX DES CEREALES SUR CELUI DES PAYS CONCURRENTS.

LE CONSEIL "AGRICULTURE" A REPRIS CETTE SEMAINE SES TRAVAUX SUR LES PRIX DE CAMPAGNE 83/84, Y COMPRIS LES MESURES CONNEXES. LE DEBAT N'AYANT PAS APPORTE DE NOUVEAUX ELEMENTS PAR RAPPORT

Western Union International, Inc.

International Telex

Western Union International, Inc.

International Telex

Western Union International, Inc.



AUX POSITIONS DE CONNUES DES DELEGATIONS. EST EVIDENT QUE LES MINISTRES NE SONT PAS ENCORE ENTRES DANS LE STADE DES VRAIES NEGOCIATIONS. LA PRESIDENCE A L'ESPOIR QUE CECI POURRAIT ETRE LE CAS POUR LE PROCHAIN CONSEIL PREVU DES 28 AU 30 MARS, OU DES CONCLUSIONS DEFINITIVES DEVRAIENT ETRE ATTEINTES POUR PERMETTRE LA MISE EN VIGUEUR DES NOUVEAUX PRIX A PARTIR DU 1ER AVRIL.

LES DELEGATIONS FRANCAISE ET IRLANDAISE ONT PRIS ACTE AVEC SATISFACTION DU FAIT QUE LA COMMISSION A DECIDE D'APPLIQUER LE REGLEMENT PREVOYANT DES RESTITUTIONS A L'EXPORTATION DE BEURRE, EGALLEMENT POUR L'URSS.

ENFIN, LE CONSEIL A ADOPTE A L'UNANIMITE LE REGLEMENT PORTANT SUR LE REGIME SPECIAL D'IMPORTATION DE BEURRE EN PROVENANCE DE LA NOUVELLE-ZELANDE POUR 1983 PREVOYANT DES QUANTITES TOTALES DE 87.000 T.

## 2.2 QUESTIONS BUDGETAIRES

-----

THE LAST REMAINING OBSTACLE TO PROVIDING THE FINAL TRANCHE OF BUDGETARY COMPENSATION 1980-82 TO THE UNITED KINGDOM WAS REMOVED WHEN THE COUNCIL ADOPTED TWO REGULATIONS COVERING ENERGY PROJECTS AND SUPPLEMENTARY MEASURES. THESE PROVIDE FOR 1 092 MIOECU IN FAVOUR OF THE UNITED KINGDOM AND 210 MIOECU IN FAVOUR OF GERMANY.

MINISTERS TOOK THE OPPORTUNITY FOR AN ORIENTATION DEBATE ON THE COMMISSION'S GREEN PAPER ON THE FUTURE FINANCING OF THE COMMUNITY WHICH INDEED LOOKS TOWARDS A BETTER BALANCE IN THE COMMUNITY BUDGET IN THE LONG TERM. AFTER CONSIDERING ALL THE REACTIONS, THE COMMISSION WILL BE MAKING SPECIFIC PROPOSALS TO THE COUNCIL IN MAY. THESE WOULD THEN BE DEBATED AT THE JUNE SUMMIT. (ON RETIENDRA QUE L'IDEE PARTICULIERE DE RESSOURCES PROPRES LIEES AUX INDICATEURS AGRICOLES N'A RECU L'APPUI QUE DE LA DELEGATION BRITANNIQUE).

## 2.3 SIDERURGIE

-----

A) PROGRAMME PREVISIONNEL ACIER 2EME TRIMESTRE 1983  
LA COMMISSION VIENT D'APPROUVER EN 1ER LECTURE LE PROGRAMME PREVISIONNEL ACIER POUR LE 2EME TRIMESTRE 1983.

MALGRE QUELQUES LEGERS SIGNES QUI MONTRENT QUE LA SITUATION POURRAIT S'AMELIORER, LE CLIMAT RESTE ENCORE MOROSE. NOUS SOMMES ENCORE LOIN D'UNE REPRISE DANS LE DOMAINE SIDERURGIQUE ET LA COMMISSION RESTERA CERTAINEMENT PRUDENTE LORSQU'ELLE FIXERA LES TAUX D'ABATTEMENT POUR CE TRIMESTRE, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LES PRODUITS PLATS A CHAUD, LES TOLES QUARTO ET LA PLUPART DES PRODUITS LONGS.

IL NE FAUT MALHEUREUSEMENT PAS S'ATTENDRE A UNE AUGMENTATION SENSIBLE DE LA PRODUCTION AU COURS DES PROCHAINS MOIS.

B) PROJETS PILOTES ET DE DEMONSTRATION  
LE PROGRAMME DE RECHERCHE TECHNIQUE FINANCE PAR LA COMMUNAUTE S'EST AVERE ETRE UN EXCELLENT MOYEN DE STIMULER ET DE REALISER DES RECHERCHES SUR DES PROBLEMES D'INTERET COMMUN. DANS LE PROGRAMME-CADRE, LA COMMISSION A MIS EN RELIEF LE BESOIN CROISSANT D'AMELIORER LA COMPETITIVITE INDUSTRIELLE ET DE REVITALISER LES INDUSTRIES TRADITIONNELLES, COMME CELLE DE LA SIDERURGIE.

LE PROGRAMME PROPOSE, D'UNE DUREE DE CINQ ANS, IMPLIQUE UN FINANCEMENT DE 50 MIO ECUS ASSURE PAR LE BUDGET OPERATIONNEL CECA.



## 2.4 PROGRAMMES INTEGRES MEDITERRANEENS

LA COMMISSION, DANS LE CADRE DES LIGNES DIRECTRICES QU'ELLE AVAIT APPROUVEES AU DEBUT DU MOIS DE MARS, (TELEX DU 25 FEVRIER) VIENT D'ADOPTER L'ENSEMBLE DE LA PROPOSITION A SOUMETTRE AU CONSEIL POUR LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES MEDITERRANEENS INTEGRES EN FAVEUR DES REGIONS GRECQUES, ITALIENNES ET FRANCAISES.

CETTE NOUVELLE INITIATIVE EN FAVEUR DES REGIONS MEDITERRANEENNES S'IMPOSE POUR ACCROITRE LA COHERENCE DES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES ET, PAR LA, LA COHESION DE LA COMMUNAUTE, COHESION INDISPENSABLE POUR QUE CELLE-CI PUISSE FAIRE FACE, AVEC SUCCES AUX PROBLEMES POSES PAR LA PERMANENCE DE LA CRISE ECONOMIQUE ET PAR L'INSTABILITE CROISSANTE DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL, COHESION DONT L'IMPORTANCE APPARAIT ENCORE PLUS EVIDENTE A LA VEILLE DU TROISIEME ELARGISSEMENT ET EN RAISON DU ROLE ACCRU QUE LA COMMUNAUTE EST APPELEE A JOUER DANS LE BASSIN MEDITERRANEEN.

## 2.5 RECHERCHE : STRUCTURES ET PROCEDURES

A LA LUMIERE DE L'EXPERIENCE ACQUISE DEPUIS 1974 ET COMPTE TENU DE LA NOUVELLE STRATEGIE DEFINIE POUR LES ANNEES 80, NOTAMMENT DE LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME-CADRE POUR 84-87, LA COMMISSION PROPOSE AU CONSEIL DE MODIFIER ET D'ADAPTER LES STRUCTURES ET PROCEDURES PROPRES A LA R ET D COMMUNAUTAIRE. TROIS PRINCIPES FONDAMENTAUX SONT A RESPECTER :

- A) LES INSTANCES COMMUNAUTAIRES DOIVENT POUVOIR S'ENTOURER DES AVIS D'EXPERTS INDEPENDANTS ET PAS SEULEMENT GOUVERNEMENTAUX DANS LE BUT D'AVOIR UNE VISION GLOBALE.
- B) A TOUS LES STADES DE LA MISE EN OEUVRE, LA COHERENCE ET LA COMPLEMENTARITE DOIVENT ETRE GARANTIES ENTRE LES ACTIONS COMMUNAUTAIRES ET LES POLITIQUES NATIONALES, LES OBJECTIFS S ET T DE LA COMMUNAUTE, LES RESSOURCES BUDGETAIRES UTILISABLES.
- C) LES PROCEDURES DOIVENT ETRE ACCELEREES.

DANS CE BUT, LA COMMISSION PROPOSE DE REGROUPER AU SEIN D'UN HAUT COMITE DE POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (HCST), SITUE AUPRES DU CONSEIL, LES COMPETENCES REPARTIES ACTUELLEMENT ENTRE LE CREST ET DIVERS GROUPES DU CONSEIL.

D'AUTRE PART, POUR L'ASSISTER DANS LA GESTION DES ACTIVITES COMMUNAUTAIRES DONT ELLE DEMEURE RESPONSABLE, LA COMMISSION PROPOSE LA CREATION DE COMITES CONSULTATIFS EN MATIERE DE GESTION ET DE COORDINATION (CGC) DONT ELLE ASSURERAIT LE SECRETARIAT ET DE DIS-  
SOUTDRE TOUS LES SOUS-COMITES ACTUELS DU CREST.

## 2.6 ENERGIE

- A) PROJETS DE DEMONSTRATION
- APRES AVOIR TENTE SANS SUCCES DE DEGAGER UN CONSENSUS SUR UNE FORMULE QUINQUENALE, LE CONSEIL EST PARVENU A UN ACCORD DONT LES POINTS ESSENTIELS SONT :
- ADOPTION DES DEUX REGLEMENTS POUR 1983, DANS LE CONTEXTE D'UNE BASE PLURIANNUELLE,
  - MANDAT AU CONSEIL 'ENERGIE' DE CLARIFIER EN JUIN/JUILLET L'ENSEMBLE DES PROBLEMES AFFERENTS A LA FORMULE QUINQUENALE,
  - EN CAS DE NON-ACCORD, ENGAGEMENT DE LA COMMISSION DE RETIRER LES DEMANDES DE CREDITS POUR 1984.

DE SON COTE, M. DAVIGNON S'EST ELEVE CONTRE UN PLAFOND DEGUISE QUI NE COMPORTERAIT AUCUNE CLAUSE DE REAJUSTEMENT.

**B) SITUATION ENERGETIQUE 82/83**

LA COMMISSION A T RSMIS AU CONSEIL UN RAPPORT FAISANT ETAT DE LA SITUATION, DES PROBLEMES ET DES OPTIONS POSSIBLES DANS CHAQUE SECTEUR ENERGETIQUE ET DONNANT DES INFORMATIONS STATISTIQUES SUR LES DIFFERENTES FORMES D'ENERGIE.

LE RAPPORT EST ESSENTIELLEMENT FACTUEL ET LES CONCLUSIONS SERONT DEGAGEES DANS D'AUTRES CONTEXTES, NOTAMMENT LORS DE LA PREPARATION DU CONSEIL ENERGIE DU 21 AVRIL. QUELQUES CHIFFRES : LA CONSOMMATION INTERIEURE BRUTE A DIMINUE DE 2 0/0 EN 1982, SOIT 891 MIO DE T. EQUIVALENT PETROLE, NIVEAU LE PLUS BAS DEPUIS 75. LA PART DE PETROLE EST TOMBEE DE 54,5 0/0 EN 1979 A 48,7 0/0 EN 82.

**C) MARCHE CHARBONNIER 82/83**

DANS SON RAPPORT, LA COMMISSION CONSTATE QUE LA CONTRIBUTION A LA CONSOMMATION INTERIEURE D'ENERGIE S'ELEVE COMME EN 1981 A 20,5 0/0 POUR LA HOUILLE ET 3,7 0/0 POUR LA LIGNITE ET QU'ELLE DEVRAIT SE MAINTENIR EN 1983.

L'OFFRE DE CHARBON A CONNU UNE BAISSSE DE 5 MIO DE T. PAR RAPPORT A 1981, PRINCIPALEMENT SUR LA PRODUCTION COMMUNAUTAIRE. LA BAISSSE DE LA DEMANDE EST CONCENTREE DANS LE SECTEUR SIDERURGIQUE. LES STOCKS DE HOUILLE ET DE COKE SERONT ENCORE ACCRUS PENDANT L'ANNEE 1982.

CES TENDANCES DEVRAIENT GENERALEMENT SE CONFIRMER CETTE ANNEE.

**3. ELARGISSEMENT**

**3.1 PORTUGAL : CONFERENCE MINISTERIELLE (15 MARS)**

COMMENTANT L'ETAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX, LE VICE-PRESIDENT NATALI A SOULIGNE L'IMPORTANCE QUE DEVRAIT REVETIR LA PROCHAINE SESSION AU NIVEAU MINISTERIEL QUI DEVRAIT ETRE EN MESURE D'AVANCER NOTABLEMENT DANS LES CHAPITRES DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DES AFFAIRES SOCIALES.

LA DELEGATION PORTUGAISE DE SON COTE A EXPRIME LE SOUHAIIT QUE LES PROBLEMES AGRICOLES SOIENT SURMONTES AU FUR ET A MESURE QU'ILS SE PRESENTENT (SANS PREALABLE INTERNE DE LA PART DE LA COMMUNAUTE) ET L'AVIS QUE SON MEMORANDUM DU 11 MARS SUR L'EMIGRATION ET LA LIBRE CIRCULATION DES TRAVAILLEURS DEVRAIT ETRE DE NATURE A SURMONTER LES DIFFICULTES RENCONTREES DANS LE CHAPITRE SOCIAL. ELLE A FAIT UNE DECLARATION SUR LA POLITIQUE PORTUGAISE EN MATIERE DE PECHE : RESSOURCES, MARCHES ET COOPERATION INTERNATIONALES, NOTAMMENT. (LA COMMISSION DEVRAIT AVOIR LA SEMAINE PROCHAINE UN DEBAT D'ORIENTATION SUR LES PROCEDURES DU SECTEUR DE LA PECHE DANS LE CADRE DE LA PREPARATION DES NEGOCIATIONS POUR L'ELARGISSEMENT DANS CE SECTEUR).

LA CONFERENCE N'A PU PARVENIR A UN ACCORD SUR LA QUESTION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS AU PORTUGAL NI SUR CELLE DU ''TAUX ZERO'' TVA QUI AVAIT ETE L'OBJET DE DIFFICILES COMPROMIS AU NIVEAU DES DIX DANS LE CADRE DU CONSEIL.

**3.2 ESPAGNE**

**A) ACCORD 1970**

M. NATALI A FAIT UNE DECLARATION SUR LES CONTACTS QUE LA COMMISSION A EUS AVEC LES AUTORITES ESPAGNOLES AU COURS DES MOIS DE FEVRIER ET MARS SUR, NOTAMMENT, LA GESTION DE L'ACCORD DE 1970.

IL A FAIT PART AU CONSEIL D'UNE OFFRE DU GOUVERNEMENT ESPAGNOL POUR L'OUVERTURE DE DEUX CONTINGENTS TARIFAIRES POUR LES VEHICULES AUTOMOBILES ET DES MESURES AUTONOMES ENVISAGEES PAR MADRID.

#### B) ARRANGEMENT ACIER

LE CONSEIL AVAIT ETE SAISI DU DOSSIER EN VUE DE DEBLOQUER LA SITUATION (QUANTITES POUR LES POUTRELLES A LARGES AILES QUI AVAIENT ETE EXCLUES DE L'ARRANGEMENT A LA SUITE D'UNE SANCTION CONCERNANT LES REGLES DE PRIX). ON ESPERE QUE LES CONTACTS QUE LA COMMISSION DOIT POURSUIVRE PERMETTRONT D'ABOUTIR A UNE SOLUTION DANS LES

4.1 USA  
-----  
LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP ET M. DALSAGER SE SONT RENDUS CETTE FIN DE SEMAINE A WASHINGTON EN VUE DE POURSUIVRE LES ENTRETIENS ENTRE LA COMMISSION ET LES AUTORITES U.S. SUR LES PROBLEMES AGRICOLES, DANS LE CADRE DES PROCEDURES CONVENUES AVEC LE SECRETAIRE D'ETAT SHULTZ LORS DE SA VISITE A BRUXELLES DU 10 DECEMBRE DERNIER.

#### 4.2 RELATIONS AVEC MALTE ET CHYPRE

-----  
LA DISCUSSION DANS LE CONSEIL SUR CES DEUX DOSSIERS, QUE CERTAINE DELEGATION SOUHAITERAIT LIER, N'A FAVORISE LA SOLUTION NI DE L'UN, NI DE L'AUTRE : L'IMPASSE RESTE SUR LES MODALITES DE LA COOPERATION FINANCIERE AVEC MALTE COMME SUR DES CONCESSIONS AGRICOLES SUPPLEMENTAIRES -MEME SYMBOLIQUES- EN FAVEUR DE CHYPRE. LE CRP DEVRA POURSUIVRE SES TRAVAUX.

#### 4.3 LIBAN

-----  
LE CONSEIL A DECIDE LE 14 MARS D'ACCORDER UNE AIDE COMMUNAUTAIRE EXCEPTIONNELLE DE 20 MECUS AU LIBAN POUR LA REALISATION D'UN PROJET D'ADDUCTION D'EAU POTABLE DESTINEE A L'ALIMENTATION DE LA VILLE DE BEYROUTH. CETTE DECISION FAIT SUITE A L'INTENTION EXPRI-MEE A DIFFERENTES REPRISES PAR LA COMMUNAUTE, DEPUIS JUIN 1982, DE CONTRIBUER A LA RECONSTRUCTION DU LIBAN.

UNE PROPOSITION DE VIREMENT VERS LA NOUVELLE LIGNE BUDGETAIRE 952 (AIDE SPECIALE AU LIBAN) POUR LE FINANCEMENT DE CE PROJET SE TROUVE ACTUELLEMENT DEVANT LES INSTANCES DE L'ASSEMBLEE.

#### 4.4 COTE D'IVOIRE

-----  
A L'INVITATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, M. PISANI S'EST RENDU EN COTE D'IVOIRE (8-11 MARS) POUR UNE VISITE OFFICIELLE. CETTE VISITE LUI A PERMIS D'EXPOSER LES GRANDES LIGNES DE SON MEMORANDUM DEVANT TOUS LES MINISTRES RESPONSABLES AINSI QUE DE DIALOGUER AVEC M. HOUPHOUET-BOIGNY.

M. PISANI A VISITE LA GRANDE PALMERAIE A EHANIA AINSI QUE LES TRAVAUX EN COURS SUR LA ROUTE ABIDJAN DIRECTION ACCRA.

#### 4.5 GUINEE BISSAU

##### A) ACCORD DE PECHE

-----  
LA CEE ET LE GOUVERNEMENT DE GUINEE BISSAU ONT DEFINITIVEMENT SIGNE, LE 16 MARS, UN NOUVEL ACCORD DE PECHE COUVRANT LES ANNEES 1983-84-85. EN CONTREPARTIE DES POSSIBILITES DE PECHE ACCORDEES LA COMMUNAUTE VERSERA UNE COMPENSATION FINANCIERE DE 5.275.000 ECU POUR LES TROIS ANNEES.



B) VISITE DU PREMIER MINISTRE  
M. SAUDE MARIA, PREMIER MINISTRE A RENDU UNE VISITE OFFICIELLE  
A LA COMMISSION, LE 15 MARS 1983. IL A ETE SUCCESSIVEMENT RECU  
PAR MM. THORN ET PISANI.

DANS LE CADRE DE CETTE VISITE UN TOUR D'HORIZON DE LA COOPERATION  
CEE/GUINEE BISSAU A ETE EFFECTUE ET LA COMMISSION S'EST ENGAGEE  
A SOULIGNER AUPRES DES ETATS MEMBRES L'IMPORTANCE QU'IL Y A DE  
RECHERCHER RAPIDEMENT DES SOLUTIONS AUX TRES GRAVES PROBLEMES  
D'ORDRE ECONOMIQUE AUXQUELS EST CONFRONTE CE PAYS.

#### 4.6 CREATION DE L'INSTITUT EUROPE/AMERIQUE LATINE

---

LA COMMISSION A ADOPTE LE 16 MARS UNE COMMUNICATION AU CONSEIL  
EN VUE D'OBTENIR L'ACCORD DE CELUI-CI SUR LA CREATION ET LE FI-  
NANCEMENT D'UN INSTITUT EUROPE/AMERIQUE LATINE. CET INSTITUT,  
DONT LA CREATION DEVRAIT PERMETTRE UNE AMELIORATION DES RELATIONS  
CEE/AMERIQUE LATINE PAR UNE APPROCHE PLUS OBJECTIVE DES PROBLEMES,  
AURAIT UN SIEGE EN EUROPE ET UN EN AMERIQUE LATINE. LE SIEGE EU-  
ROPEEN COMMENCERAIT A TRAVAILLER LE PREMIER. IL ORGANISERAIT  
DES CONFERENCES SUR LES RELATIONS EUROPE/ AMERIQUE LATINE, AIDE-  
RAIT LES INTERESSES EN DIFFUSANT DES INFORMATIONS ET EN ENCOURA-  
GEANT DES ETUDES SPECIFIQUES ET EXECUTERAIT ENFIN DES RECHERCHES  
SUR LES PROBLEMES POLITIQUES ET ECONOMIQUES DES RELATIONS ENTRE  
LES DEUX CONTINENTS.

(NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DE LA MISSION DE  
M. LOEFF A LIMA EN VUE DE FACILITER LA REPRISE DES NEGOCIATIONS  
OFFICIELLES AVEC LES PAYS DU PACTE ANDIN).

#### 4.7 GATT : NEGOCIATIONS XXIV : 6 GRECE

---

LE CONSEIL, A L'INITIATIVE DE LA PRESIDENCE, A DEMANDE AU COMITE  
113 DE POURSUIVRE L'EXAMEN DE CETTE QUESTION APRES QUE DEUX  
INTERVENTIONS AIENT MONTRE LA PERSISTANCE D'APPRECIATIONS DIVER-  
GENTES SUR LA PROPOSITION DE LA COMMISSION.

(ATTENTION DIS. OUTRE LA POSSIBILITE D'INTRODUIRE UN REGIME DE  
PRIX MINIMUM POUR LES RAISINS SECS, QUI N'A PAS ETE EVOQUEE DANS  
LE CONSEIL, LES DELEGATIONS SONT DIVISEES SUR L'OPPORTUNITE D'OB-  
TENIR DES RELEVEMENTS DE DROITS EFFECTIFS. IL S'AGIT EN FAIT  
D'APPRECIER LA VALEUR DU ''PRECEDENT'' POUR LES FUTURES NEGOCIA-  
TIONS A LA SUITE DE L'ELARGISSEMENT A L'ESPAGNE ET AU PORTUGAL.  
IL EST RAPPELE QUE LES NEGOCIATIONS RESTENT A CONCLURE AVEC LES  
ETATS-UNIS, LE CANADA, LE JAPON ET L'AUSTRALIE QUI NE RECONNAIS-  
SENT PAS LE ''CREDIT'' DONT DISPOSE LA COMMUNAUTE A LA SUITE DE  
L'ALIGNEMENT DU TARIF HELLENIQUE SUR LE TDC. FIN DIS).

#### 4.8 ACCORDS INTERNATIONAUX PRODUITS

---

##### A) BOIS TROPICAUX

LE CONSEIL A ADOPTE SOUS POINT ''A'' LA POSITION COMMUNE QUE FREN-  
DRONT LA COMMUNAUTE ET LES ETATS MEMBRES LORS DE LA CONFERENCE  
DES NATIONS-UNIES (VOIR TELEX DU 4 MARS).

##### B) JUTE

LA COMMISSION A PROPOSE AU CONSEIL QUE LA COMMUNAUTE ET LES  
ETATS MEMBRES SIGNENT L'ACCORD AVANT LE 30 JUIN ET NOTIFIENT  
LEUR INTENTION DE L'APPLIQUER PROVISOIEMENT DES SON ENTREE EN  
VIGUEUR ESPEREES POUR LE 1ER JUILLET.

C) SUCRE

COMME ANNONCE, LE CONSEIL A ADOPTE LES DIRECTIVES POUR LA NEGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD ET NOUS RENDRONS COMPTE LA SEMAINE PROCHAINE DES TRAVAUX DU COMITE PREPARATOIRE QUI SE TIEND A LONDRES CETTE SEMAINE.

4.9 BEBES-PHOQUES

LE CONSEIL DEVRAIT ADOPTER INCESSEMENT SOUS POINT ''A'' LA DIRECTIVE CONCERNANT L'INTERDICTION D'IMPORATION DANS LES ETATS MEMBRES DES PEUX DE CERTAINS BEBES-PHOQUES ET DE PRODUITS DERIVES (VOIR TELEX DU 4 MARS).

5. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

5.1 GROENLAND

LE CONSEIL A FAIT LE POINT SUR LES TRAVAUX DU COREPER ET A CHARGE CELUI-CI DE PRESENTER UN RAPPORT COMPLET SUR TOUS LES ASPECTS DE CE DOSIER, NOTAMMENT LA PECHE, POUR SA SESSION DU MOIS D'AVRIL.

5.2 DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE

A LA SUITE DU DEPART DE M. WILLIAMSON, LA COMMISSION A NOMME M. POOLEY DIRECTEUR GENERAL ADJOINT A LA DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE (PETER POOLEY, 47 ANS, DE NATIONALITE BRITANNIQUE, EST ACTUELLEMENT DIRECTEUR DES PECHEES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES PECHEES ET DE L'ALIMENTATION A LONDRES APRES AVOIR ETE DE 1979 R 1982 PORTE PAROLE DE LA REPRESENTATION PERMANENTE DU ROYAUME UNI DANS LE COMITE SPECIAL AGRICOLE).

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

64215 EURCOM UW  
21877 COMEU B

